

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20251215-lmc148364-AR-1-1
Date de télétransmission :	15 décembre 2025
Date de réception :	15 décembre 2025
Date d'affichage :	
Date de publication :	15 décembre 2025



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° DFIN/2025/0917

Arrêté de virement de crédits

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable notamment aux collectivités territoriales uniques ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 qui prévoit au chapitre 4 "contenu et présentation", section 1.2 "la présentation des documents budgétaires", paragraphe 1.2.1 "la première partie du budget : informations générales" alinéa 1.2.1.2 "les modalités de vote du budget" les modalités de vote formalisent également la décision de l'assemblée délibérante, pour l'exercice en cours, de déléguer à l'exécutif la faculté de réaliser des virements entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section [...]. La décision est ainsi formalisée à chaque budget primitif, sans qu'il ne soit nécessaire de prévoir une autre délibération pour approuver cette délégation à l'exécutif ;

Vu l'arrêté de virement de crédits pris le 9 juillet 2025 ;

Vu la délibération prise le 7 novembre 2025 par l'Assemblée départementale approuvant la décision modificative n°1 pour le budget principal 2025 ainsi que la possibilité de procéder à des virements entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section ;

Considérant les règles de fongibilité exposées supra ;

Considérant que le total voté au budget 2025 en dépenses réelles d'investissement soit 326 691 519,96€ et le total voté au budget 2025 en dépenses réelles de fonctionnement soit 1 295 338 308,60 €, le montant maximum autorisé pour effectuer des virements de crédits entre chapitres serait de 24 501 864,00 € en investissement et 97 150 373,15 € en fonctionnement.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : De procéder aux virements de crédits entre chapitres dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement selon les détails mentionnés dans les tableaux suivants :

Section Fonctionnement				
Chapitre	Libellé chapitre	Voté au budget 2025 (DM)	Montant des virements	
			-	+
930	Services généraux	154 798 113,72	-555 000,00	
9305	Gestion des fonds européens	5 025 172,00		
931	Sécurité	95 021 200,00		300 000,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	72 205 191,00	-237 000,00	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisir	45 844 934,00		
934	Santé et action sociale (hors RSA APA)	427 980 502,78		3 021 529,00
9343	APA	127 130 000,00	-2 430 000,00	
9344	RSA/Régularisations de RMI	123 608 928,00	-600 000,00	
935	Aménagement des territoires et habitat	22 931 103,10		333 471,00
936	Action économique	6 216 750,00		
937	Environnement	24 137 475,00		155 000,00
938	Transports	30 180 700,00		12 000,00
941	Autres impôts et taxes	137 395 639,00		
943	Opérations financières	21 750 000,00		
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	612 600,00		
945	Provisions	500 000,00		
	Total	1 295 338 308,60	- 3 822 000,00	3 822 000,00
Montant Plafond Virements de Crédit Section Fonctionnement				97 150 373,15

Section Investissement				
Chapitre	Libellé chapitre	Voté au budget 2025 (DM)	Montant des virements	
			-	+
900	Services généraux	12 235 674,00		6 539 915,00
9005	Gestion des fonds européens	40 000,00		
901	Sécurité	6 708 595,00	-280 000,00	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	38 625 845,96	-4 744 944,21	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisir	16 496 500,00		1 148 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA APA)	11 137 335,00	-1 351 670,79	
905	Aménagement des territoires et habitat	18 835 167,00		980 000,00
906	Action économique	10 300 200,00	-688 000,00	
907	Environnement	43 999 865,00		2 385 000,00
908	Transports	74 266 588,00	-325 100,00	
922	Dotations et participations	0,00		
923	Dettes et autres opérations financières	94 045 750,00	-3 663 200,00	
	Total	326 691 519,96	- 11 052 915,00	11 052 915,00
Montant Plafond Virements de Crédit Section Investissement				24 501 864,00

ARTICLE 2 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois auprès du tribunal administratif.

Nice, le 15 décembre 2025

Charles Ange GINESY